LE CACAO, EN DÉPIT DES FORÊTS

Par Cédric Vallet
Photos : Kristof Vadino

Durabilité ! Le secteur du cacao n'a plus que ce mot à la bouche. En Belgique, toute l'industrie se range derrière les objectifs de « Beyond Chocolate », qui promet d'en finir avec la déforestation et le travail des enfants. Au Ghana, Médor a suivi la chaîne d'approvisionnement d'un géant du secteur, Barry Callebaut, qui fournit de grands noms belges. Des fèves issues de la déforestation sont incorporées dans sa production « 100 % durable ».

Derrière un petit hameau de maisons en terre séchée du village de Sushenso, au sud-ouest du Ghana, la forêt de Tano Sushen se profile. Un sentier gorgé d'eau conduit vers de vastes zones arborées, aux allures de savane, où des kapokiers majestueux se dressent et des margousiers colorent le paysage. Après avoir franchi des herbes hautes, réputées pour abriter diverses populations de serpents, on devine la forme si particulière des feuilles de bananiers, puis de cacaoyers, d'où pendent de belles cabosses jaunes. Des herbes fraîchement coupées attestent du départ précipité de travailleurs. Car leur activité est illégale.

Tano Sushen est une réserve forestière protégée. Mais tout le monde sait ici que des fermiers, dont certains font valoir un droit ancestral sur ces terres, grignotent la forêt tropicale pour y faire pousser des cacaoyers sur ce sol fertile, souvent parce qu'ils n'ont pas d'autre choix pour subsister. *« Des fermes illégales ont été détruites l'an passé par la Commission nationale des forêts*, atteste un villageois lanceur d'alerte, préférant rester anonyme, *mais il y en a d'autres qui sont toujours bien là. »*

Au détour d'un chemin, un homme apparaît, muni d'un gros coutelas, le visage creusé après une journée de dur labeur sur sa plantation de 2,5 hectares dont il tirera tout au plus 200 kilos de fèves cette année. *« Je sais qu'à tout moment les autorités peuvent m'arrêter »*, lâche, un peu effronté, celui qui se prénomme Yaw. *« J'avais un problème d'accès à la terre familiale, et je dois survivre. J'ai six enfants, pas un sou et personne ne m'aide »*, explique-t-il sans détour pour justifier sa présence en forêt. Ici, plusieurs hectares sont partagés entre différents fermiers, sur des terrains d'abord brûlés puis défrichés. Le cacao qu'ils produisent finit dans la chaîne d'approvisionnement de gros négociants européens, dont Barry Callebaut, mastodonte du secteur.

DÉFORESTATION MASSIVE

Au Ghana, comme en Côte d'Ivoire, la déforestation a pris un tour dramatique ces dernières années. Selon l'ONG Mighty Earth, le pays a perdu 4 % de son couvert forestier dans les régions productrices de cacao entre 2019 et 2021. Et en 30 ans, ce sont au moins 65 % de ces forêts tropicales qui ont disparu, affectant la biodiversité et les capacités de rétention de carbone de la planète. Quant au 1,6 million d'hectares de forêts protégées, ils sont rongés peu à peu par la déforestation, issue du cacao à 80 %, des exploitations minières illégales et des cultures vivrières, car l'espace manque dans un pays où les parcelles sont bondées de cacaoyers. Des fermes qui préexistaient à la création du statut « protégé » de certaines forêts ont été tolérées par les autorités, à condition qu'elles ne s'étendent pas. Une étude récente de chercheurs des universités Kwame Nkrumah en Zambie et de l'Université de Fribourg, en Suisse, montre pourtant que la taille de ces fermes a augmenté… de 15 000 %, dans trois réserves étudiées !

En 30 ans, ce sont au moins 65 % des forêts tropicales du Ghana qui ont disparu.

C'est bien le manque de terres cultivables, l'augmentation de la population et le *« désir des fermiers de compenser les faibles revenus qu'ils tirent du cacao, dus notamment à des baisses de productivité d'arbres vieillissants »*, qui poussent des villageois à s'aventurer dans des forêts protégées, écrivent les auteurs de l'étude. Les producteurs de cacao ne parviennent pas à couvrir leurs besoins de base. *« La pauvreté des fermiers est la cause de tous les problèmes du secteur du cacao. La déforestation, le travail des enfants, les inégalités de genre »*, peut-on lire dans le dernier « Baromètre du cacao », publié par Voice Network, un réseau d'ONG.

NÉGOCIANTS SOUS PRESSION

À Sushenso, c'est la fin d'après-midi, et des habitants de la communauté, femmes, hommes, enfants, personnes âgées, commencent à rentrer, machette à la main, des petites plantations de cacao qu'ils cultivent dans les terrains environnants. En ce mois de novembre, cœur de la récolte, tout le village palpite autour de ces innombrables fèves qui sèchent au soleil sur des tapis de bambous et dégagent une odeur âcre qui titille les narines. Pour vendre leur cacao, les fermiers se tournent vers des « commis aux achats », appelés ici des « PC », pour « Purchasing Clerks », un maillon essentiel de la chaîne d'approvisionnement. À Sushenso, comme dans toutes les communautés du pays, ce sont des villageois qui font office de commis aux achats. Ils se tirent la bourre pour des sacs de fèves, mais n'ont pas grand-chose à offrir aux cultivateurs.

Observant la noria de fermiers, Peter s'assoit nonchalamment sur un sac de jute rempli de fèves de cacao. Dans son petit entrepôt en briques, l'homme, plutôt avare en sourires, attend que des producteurs lui amènent des sacs. Peter est lui-même « PC », une activité qu'il cumule avec la production de cacao sur une petite ferme de 2,5 hectares.

Certains villageois se dirigent tout droit vers lui pour entamer des négociations animées. Ils aimeraient que Peter fasse un crochet vers leur terrain pour qu'il organise le transport des sacs. *« Avant, tous les fermiers m'amenaient leurs sacs de cacao ; maintenant, ils sont de plus en plus nombreux à demander que j'aille les chercher chez eux, et il vaut mieux le faire, malgré la difficulté d'accès, sinon ils vendront leur cacao à d'autres entreprises. »*

UN GÉANT BELGO-SUISSE

Ses achats, il les fait au nom de Nyonkopa, l'une des 27 sociétés officielles de négoce du pays. L'entreprise n'est plus ghanéenne depuis son rachat, en 2015, par Barry Callebaut, le géant suisse du négoce et de la transformation du cacao, qui, à l'instar des autres négociants, souhaitait s'engager vers davantage de traçabilité dans sa chaîne de production, en possédant son propre fournisseur au Ghana, du moins pour une partie de ses achats. Barry Callebaut, c'est le « boss » du chocolat, issu de la fusion, en 1996, entre le belge Callebaut et le français Cacao Barry. Il est ce poids lourd qui, au premier semestre 2022, a réalisé près de 4 milliards de chiffre d'affaires et 222 millions d'euros de bénéfices nets. La

Belgique est la plaque tournante de Barry qui y a installé son usine géante de fabrication de chocolat, à Wieze (Flandre orientale). Et c'est à Lokeren que l'entreprise a ouvert *« le plus grand entrepôt de chocolat du monde »*. Neuhaus, Godiva, Leonidas, The Belgian Chocolate Group… la confrérie des pralines estampillées « belges » lui achète tout ou partie de son cacao, soit sous forme de fèves, soit de chocolat de couverture.

À Lokeren, l'entreprise Barry Callebaut a ouvert « le plus grand entrepôt de chocolat du monde ».

On compte parmi ses clients des géants de l'industrie, comme Nestlé, Côte d'Or, Cadbury, mais aussi de multiples artisans locaux. Il est difficile d'échapper à Barry quand on se laisse tenter par une petite dose de chocolat, qu'elle soit considérée comme « durable », « équitable » ou « conventionnelle ».

UN BUSINESS DE MISÈRE

Comme la plupart des Ghanéens, Peter n'a jamais goûté de chocolat et n'a pas d'idée du prix auquel il se vend en Europe. Par contre, ce qui lui laisse un goût amer, c'est le manque de soutien de la part de Nyonkopa face à la concurrence d'autres acteurs du négoce, comme Cargill ou Olam. *« Avant j'avais une soixantaine de fermiers pour m'approvisionner. Mais je perds des clients. Je ne reçois pas assez de fonds, ou alors trop tard. »* Chaque année, Nyonkopa lui transmet des objectifs à atteindre, en centaines de sacs, en fonction des prévisions de ventes calculées par Barry dans son QG zurichois. Et pour développer une relation de confiance avec les fermiers, Peter, comme bon nombre de « PC », leur prête de l'argent, hors saison, pour subvenir aux besoins de base. *« Je dois souvent avancer sur mes fonds propres. »*

Au même moment, Rita, une femme d'une cinquantaine d'années, entre dans le petit entrepôt avec son fils qui propulse un sac sur la balance. Chaque sac de 64 kilos est payé 800 cedis ghanéens par Peter, soit environ 62 euros. C'est le prix fixé par le Cocobod, l'organe étatique de gestion et de régulation du cacao, qui intègre dans son calcul les fluctuations du marché mondial. Cette année, le prix du sac a été réévalué de 21 %, mais, confronté à l'inflation, qui dépasse les 50 % au Ghana, le cacao ne rapporte plus grand-chose, dans un contexte global de perte de productivité des cacaoyers, de perte de qualité des sols et d'une augmentation spectaculaire des coûts des « intrants » – engrais et fertilisants.

Les 800 cedis sont inférieurs de 42 % à ce que devrait être, selon Fairtrade, un revenu décent minimal permettant d'assurer la subsistance d'une famille. *« Il y a un appauvrissement des fermiers. Pour atteindre les objectifs sociaux, comme la fin du travail des enfants, ou environnementaux, comme la déforestation, il faut agir sur la dimension économique, et donc sur les prix, mais les grandes entreprises traînent des pieds »*, regrette Fiifi Boafo, porte-parole du Cocobod, qui fait ainsi référence à la récente tentative du Ghana et de la Côte d'Ivoire d'ajouter 400 dollars au prix de la tonne de cacao, avant sa sortie du port, afin d'augmenter le revenu des fermiers.

PRIMES AU RABAIS

Les entreprises qui achètent du cacao sont bien sûr libres d'ajouter des primes au tarif de base fixé par l'État, en fonction de critères de durabilité. Le montant de ces primes varie à la demande des clients finaux (ceux qui achètent le cacao aux négociants, les producteurs de chocolat), selon les barèmes des organismes de certification (Fairtrade, Rainforest) avec lesquels ils s'associent, ou encore selon leurs propres schémas de certification « durable », comme « Cocoa Horizons », celui de Barry Callebaut.

Dans le village de Sefwi Asiekrom, dans la région « nord-ouest » du Ghana, des hommes chargent les sacs de cacao d'un commis aux achats. Direction l'entrepôt du district, puis le port de Tema, près d'Accra.

La prime de base versée par Nyonkopa, qui considère sa production comme « 100 % durable », n'est que de 14 cedis par sac, soit environ un euro. De nombreux fermiers regrettent qu'elle soit inférieure aux primes versées par Olam ou Cargill, de 35 à 40 cedis, elles-mêmes en dessous de celles que versent Rainforest Alliance (52 cedis) puis Fairtrade. Toutes ces primes restent inférieures au revenu minimum décent.

Plutôt qu'augmenter les primes jusqu'à des niveaux suffisants, l'immense majorité des entreprises privilégie la formation des fermiers à l'accroissement de la productivité ou à l'apprentissage d'activités connexes – production de miel, élevage de poules, fabrication de détergents artisanaux – pour développer des sources de revenus dites « alternatives ».

BALANCES TRUQUÉES

Devant son bureau ouvert aux vents et aux moustiques, Peter note avec application les transactions sur son cahier ligné. Il dégaine sa calculette et retranche la somme prêtée l'hiver dernier à Rita, mais celle-ci réclame un délai pour rembourser : *« J'ai besoin d'un peu d'argent pour ma vie quotidienne, acheter un peu de viande. »*

Lorsque les fermiers tirent des rendements de 10 à 20 sacs par an, les revenus annuels sont modiques. *« Nous traversons des périodes de souffrance,* atteste un fermier, qui attend son tour pour déposer ses sacs. *Alors nous cultivons un peu de bananes plantain, de manioc, pour notre consommation ou pour revendre au marché, mais c'est insuffisant. »* Quant à Rita, elle s'échappe sur la route sableuse. Elle a obtenu son délai. Mais un fermier commente : *« Tous les "PC" nous arnaquent en truquant la balance d'environ 10 kilos. On ne peut rien faire, car on doit vendre notre cacao. »*

Le secret de la balance n'en est pas un à Sushenso (et il est confirmé après une pesée très flatteuse de l'auteur de cet article). Les balances présentent bien souvent des chiffres erronés, d'une dizaine de kilos en défaveur du fermier. Tout le monde en

Un homme cultive du cacao dans une forêt protégée de l'ouest du Ghana.

parle et l'accepte avec fatalité. Pour être payé 800 cedis le sac de 64 kilos, il faut apporter 74 kilos et faire comme si de rien n'était.

LES FÈVES DE LA FORÊT

Des villageois ou des fermiers de villages alentour se glissent dans la forêt pour y faire pousser des cacaoyers. Mais à qui peuvent-ils bien vendre leur cacao issu de la déforestation ? Le secteur, face aux scandales à répétition, affiche désormais de grandes ambitions de durabilité en multipliant les objectifs d'éradication de la déforestation.

En Belgique, tous les industriels se sont engagés à éliminer ce fléau en 2030. Barry Callebaut surenchérit et vise une chaîne d'approvisionnement propre dès 2025. L'une des solutions avancées par les industriels et les autorités, c'est la « traçabilité ». On cherche à sortir de l'opacité. L'industrie dit vouloir connaître avec précision chaque maillon de la chaîne d'approvisionnement et lister toutes les exploitations, ainsi que leur taille et leurs rendements. Barry Callebaut assure que « *100 % du cacao acheté par Nyonkopa est traçable et durable* ». Durable, car l'intégralité de la production « Nyonkopa » est censée être couverte par un programme de certification externe, comme Rainforest Alliance, ou interne, comme Cocoa Horizons, qui couvre 88 800 fermiers au Ghana. Dans tous les cas, ces certifications excluent toute déforestation. Les « PC » de Nyonkopa doivent acheter leur cacao auprès de fermiers enregistrés dans une base de données, dont les fermes sont ou seront cartographiées. Mais Barry Callebaut admet, suite à nos remarques : « *Trois quarts des fermes de la chaîne d'approvisionnement de Nyonkopa ont toutes leurs données enregistrées et sont cartographiées. Il peut donc encore y avoir des exceptions, que nous souhaitons vivement connaître pour en faire le suivi.* »

Yaw, l'homme qui cultive son cacao dans la forêt protégée, explique qu'il vend sa production à Nyonkopa. Donc à Barry Callebaut. « *La seule question que le PC me pose, c'est de savoir si le cacao que je lui vends est assez sec,* dit-il. *Par contre, je ne reçois pas de prime pour ma production.* »

À Sushenso, Peter admet qu'il lui arrive d'acheter du cacao à des producteurs non enregistrés dans la base de données « Nyonkopa ». « *J'ai des objectifs à remplir. Ici, il y a des PC d'autres entreprises, nous sommes en compétition.* » Parfois, lorsqu'il achète du cacao à un producteur inconnu du système, il attribue cette vente, dans son cahier de comptes, à un fermier enregistré, « *ce qui leur permet ensuite de partager la prime* ». Dans son entrepôt, Peter ne pose pas de questions aux fermiers qui se présentent et qu'il connaît depuis toujours.

Cette « faille » dans le système de traçabilité n'est pas l'apanage de Peter ni de Nyonkopa. Elle est généralisée. Un peu plus loin dans le village, un jeune homme procède à la pesée de sacs au milieu des poules et des chèvres. Il est lui aussi commis aux achats, mais pour la « Produce Buying Company » (PBC), l'entreprise nationale ghanéenne d'achat de cacao. « *La seule chose que nous allons vérifier, c'est que les personnes sont bien des fermiers. Histoire qu'on ne nous vende pas de cacao volé.* » Les sacs des commis aux achats de Sushenso seront ensuite convoyés vers les entrepôts du district puis vers le port. Dans ces grandes toiles de jute, on trouvera un mélange de fèves issues de la déforestation et d'autres produites de manière légale. Les sacs Nyonkopa seront labellisés comme « 100 % durables ». Les tensions liées à la forêt sont vives dans le village, où l'un des habitants nous explique avoir été menacé puis banni de la communauté pendant près d'un an, sur décision du conseil des aînés et du roi coutumier, après avoir montré la déforestation à des ONG occidentales.

DES FÈVES, COÛTE QUE COÛTE

Cette réalité ne se cantonne pas au village de Sushenso. À une heure de route environ, dans la communauté d'Anonkwa, Bismark Asante constate les ravages de la déforestation et du changement climatique : « *Les sols sont appauvris, les arbres disparaissent, les inondations affectent les fermes. Les temps sont très durs pour les fermiers qui n'ont pas de capital pour investir dans leurs fermes, ou même acheter des insecticides, des fongicides.* » Il est lui aussi « PC » pour Nyonkopa, coach en « durabilité », et il contribue à l'enregistrement des fermiers sur les bases de données de l'entreprise. Mais la réalité est parfois très simple : « *Je dois trouver 800 sacs cette année ; alors, si le cacao arrive je le prendrai, même à des non-enregistrés.* »

Plus au nord, près de la Côte d'Ivoire, le village d'Asempaneye se niche dans les confins de la réserve forestière très sensible de Krokosua. Non loin de son trône de bois, le roi coutumier de la communauté l'affirme, « *la déforestation, oui, c'est arrivé ici, mais maintenant, c'est fini !* » Pourtant, après quelques kilomètres de marche, l'arbre géant que planta symboliquement la Commission nationale des forêts pour marquer l'entrée dans la réserve forestière a été arraché, « *par des fermiers du coin* », nous assure un habitant.

La forêt de Krokosua est très dense. C'est un lieu de vie animale, où l'on trouve des antilopes, des singes, des tortues et, paraît-il, encore quelques lions. On peut y voir des espèces uniques au monde de papillons et d'amphibiens. Après plusieurs kilomètres de marche, apparaissent, à flanc de colline, bien à l'abri des regards, la silhouette de cacaoyers. L'exploitation est pour l'instant déserte, les cabosses ne sont pas encore mûres. Une chose est sûre : ces fèves, issues de la déforestation, trouveront preneur. Chaque année, plus de 55 000 tonnes de fèves et autres produits issus du cacao sont importés depuis le Ghana jusqu'en Belgique.

Cédric Vallet CC BY-NC-ND

Photos : Kristof Vadino CC BY-NC-ND

Avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles.